

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

L'État de droit, le pluralisme et la pluralité

Miguel Ayuso , le mardi 5 janvier 2010

Dans le domaine de l'histoire et de la sociologie du pouvoir, deux traditions théoriques sont en présence : celle de la sociabilité naturelle de l'homme, que l'intelligence politique s'efforce de dégager, et celle du contractualisme, qui ne connaît que la raison d'Etat. Plus précisément, ce sont deux logiques qui s'affrontent à propos de la nature des relations sociales, nature qui pose, au-delà de la diversité des réponses historiquement vérifiables, la perpétuelle question du sens de l'unité communautaire face à la diversité individuelle : la logique de la totalité comme pluralité, et celle de la totalité comme unité.

La première correspond à la perspective de la métaphysique classique. Pour celle-ci, totalité et subsidiarité se trouvent nécessairement impliquées en tant que principes normatifs : la totalité se réfère à la nature de l'ensemble que forment les relations sociales, et la subsidiarité règle les relations dynamiques entre le tout et ses parties. Le point de départ est métaphysique et pas uniquement empirique, dans la mesure où il existe un ordre de l'être qui fonde le devoir et dans lequel s'enracine le lien social conçu comme communication. La société est une réalité accidentelle, de nature rationnelle, résultant du processus d'actualisation de la sociabilité humaine. Cela exclut l'idée que la société puisse n'être qu'un agrégat d'individus, et exclut également l'opposition entre individu et société. Il en résulte que la société constitue pour l'homme un complément qui le perfectionne, et donc un moyen pour l'élever en dignité. De là encore découle le fait que la totalité sociale s'articule comme une société de sociétés distinctes entre elles. C'est une logique de la totalité comme pluralité, qui met en oeuvre des concepts fondamentaux tels que la communauté, l'autonomie, la décentralisation, la hiérarchie naturelle, la tradition, la loyauté, la vie locale, la personnalisation, enfin la subsidiarité.

La solution moderne exclut par principe la subsidiarité, considérée comme un faux problème venu du fait de mêler à l'analyse des éléments non vérifiables scientifiquement, et donc rationnellement non pertinents. Elle part d'une privation, ou d'une annihilation de la réalité – on pourrait dire aujourd'hui une déconstruction –, opérée par la raison dans sa recherche d'éléments simples et évidents et aptes pour cela à servir d'axiomes de base pour une recombinaison systématique de la totalité sociale. Agrégat mécanique, bien que conventionnel dans l'acte qui lui donne naissance, la société y possède en contrepartie le caractère d'une hypothèse logique grâce à laquelle elle devient pensable comme entité dépouillée de sa substance communautaire. C'est une logique de la totalité comme unité, qui se développe autour des concepts d'association, d'égalité, d'individualisme, de progrès, de cosmopolitisme, etc.

Le mardi 5 janvier 2010 à 21:35 . Classé dans

